



Montréal, le 30 novembre 2017

AU-HON301117

À Mme Chrystia Freeland,
Ministre des affaires étrangères,

Action urgente: Élections frauduleuses au Honduras

Le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) est une organisation de solidarité qui travaille à la défense et à la promotion des droits humains en réciprocité avec les mouvements sociaux et les communautés d'Amérique latine dans la lutte en faveur d'une justice sociale, environnementale, économique et culturelle. Par la présente nous tenons à exprimer notre profonde préoccupation en ce qui a trait à la situation au Honduras suite aux élections présidentielles de dimanche dernier.

Nous vous écrivons afin de vous demander de vous prononcer sur la question. La situation est très grave, ces élections ont été entachées d'irrégularités et la présence militaire et policière dans les rues a été soulignée par plusieurs groupes locaux ainsi que par les observateur-trice-s internationaux.

Nous craignons que l'ancien président Juan Orlando Hernandez, impose sa réélection par la militarisation et la répression. Les organisations de la société civile, mouvements sociaux et des personnes de tout le pays sortent aujourd'hui à la rue pour protester contre les irrégularités du processus électoral et pour défendre le candidat de l'opposition qui, selon les premiers résultats communiqués par le Tribunal Suprême électoral au cours des journées de lundi et mardi, semblait gagner cette élection.

Considérant l'historique du Honduras en matière de violations aux droits humains et de répression aux mouvements sociaux, nous craignons les conséquences que pourraient avoir une intervention de l'armée et des forces de l'État face à la population qui proteste contre ces élections vraisemblablement frauduleuses.

Nous partageons avec vous les suivantes observations soulevées par une délégation présente en ce moment au Honduras:

-La mission d'observation électorale de l'Union européenne a critiqué le tribunal électoral du Honduras pour son silence sur les résultats des élections

-Depuis les jours qui ont précédé les élections, le Honduras a connu un état de militarisation et d'intimidation incessant, destiné à faire peur à ceux et celles qui sont prêts à voter contre Juan Orlando Hernandez et le Parti national.

-Deux membres du Tribunal électoral suprême (TSE), Marco Lobo et Eric Mejia, ont partagé des déclarations comme quoi l'avance du candidat de l'Alliance d'opposition, Salvador Nasralla, était irréversible. Malgré cela, il y a eu un retard sans précédent dans l'annonce officielle du vainqueur de l'élection.

-Alors que le retard persiste, les médias signalent des cas de fraude électorale au profit de Juan Orlando Hernandez du Parti national. Ceci inclut une vidéo de tas de bulletins blancs timbrés en masse pour Juan Orlando Hernandez, et des incidents de violence ont lieu dans tout le pays alors que les forces du Parti National essaient de prendre le contrôle des urnes (coups de couteaux, fusillades, enlèvements, intimidations et autres formes de menaces)

-Selon les médias sociaux, le bâtiment de diffusion du canal de télévision UNE TV, qui a reconnu Salvador Nasralla de l'Alliance de l'opposition en tant que président désigné, a été encerclé par des militaires et des policiers.

Ces observations ne font pas état d'élections justes et démocratiques. La militarisation et les armes de guerre que la délégation a observées le jour des élections et depuis lors, donnent du poids aux sonnettes d'alarme qui retentissent.

À l'heure actuelle, des organisations et des gens de tout le Honduras se mobilisent pour se rendre à Tegucigalpa afin de reconnaître et de défendre Salvador Nasralla et l'Alliance d'opposition pour mettre fin à la dictature subie sous le gouvernement de Juan Orlando Hernandez.

Considérant les observations mentionnées ainsi que l'escalade de violence qui a lieu en ce moment au Honduras, nous vous exhortons à soutenir le peuple hondurien dans ses efforts pour faire face à la fraude électorale, à l'intimidation et à la dictature de Juan Orlando Hernandez en contactant l'ambassade canadienne afin que celle-ci retire tout appui à Juan Orlando Hernandez.

Nous annexons à ce message la déclaration de Cheryl Hardcastle, du Sous-comité des droits internationaux de la personne, face au contexte politique critique au Honduras.

Merci de nous tenir informées des démarches que vous entreprendrez à ce sujet,

Cordialement,

L'équipe du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

solidared@cdhal.org